

Que le Gouvernement actuel poursuive cette tâche, département par département, et il épargnera au peuple canadien des millions qui sont gaspillés dans toute l'étendue du pays. Il n'y a pas de doute sur ce point. Le Gouvernement se vante beaucoup d'avoir diminué les heures de travail des employés civils l'an dernier, d'avoir augmenté le nombre des congés comme il déclare l'avoir fait. Je suppose qu'il espère ainsi gagner des votes à son parti. Le pays cherche en vain des réductions importantes dans les dépenses du Dominion. Cette diminution des dépenses s'est réalisée cette année dans d'autres pays à un degré important. On déclare au Canada qu'on est incapable de quoi que ce soit pour faire honneur à notre part raisonnable des obligations de l'empire sous forme de paiement pour ce dont nous jouissons dans ce pays. Le Gouvernement dit qu'il ne peut rien faire à cause de l'énorme dette du Dominion. Dans le cours de l'année dernière, le gouvernement anglais s'est vu obligé de payer les deux tiers de son revenu entier pour faire face à l'intérêt des obligations que le pays avait contractées pour sauver la liberté du monde. L'intérêt des obligations de ce pays, obligations qui, je le sais, sont grandes, obligations d'honneur — l'intérêt des obligations contractées pendant la guerre — ne dépasse pas un tiers du revenu du pays aujourd'hui. Le Gouvernement dispose des deux autres tiers. Le gouvernement de la Grande-Bretagne avec un tiers de son revenu a pu payer une partie de la dette nationale; le Gouvernement du Dominion avec les deux tiers du revenu disponible, dont aucune partie n'est applicable au paiement de la dette de guerre n'est pas capable de réduire une partie de la dette nationale; mais il trouve le moyen de l'augmenter de 45 millions en un an. Telle est la comparaison entre le Gouvernement actuel et ceux qui l'ont précédé au pouvoir. Aussi je suis d'opinion que les efforts de la Chambre devraient tendre durant cette session avant tout à amener le Gouvernement à se rendre compte de ses devoirs au sujet des dépenses et des impôts.

Le discours du trône parle beaucoup de l'amélioration des conditions au Canada. Je n'ai pas constaté personnellement ces améliorations. Je ne viens pas au Parlement animé du désir de peindre en couleurs plus sombres que la vérité la condition actuelle de notre pays. Loin de désespérer, il n'y a personne parmi nos concitoyens qui repose plus de confiance que moi en notre Dominion. Nous sommes encore en bonne situation en comparaison d'autres pays à propos de nos obligations nationales. Grâce à l'administration de nos finances au cours des années de la guerre,

en procurant au pays une grande partie des commandes de toutes sortes de choses nécessaires durant le conflit, nous avons pu négocier nos emprunts en grande partie au Canada. Nous avons pu à cette époque ajouter à nos dépôts d'épargne une somme qui s'élève à \$550,000,000. Nous avons pu trouver en même temps, grâce aux économies de notre population un montant de \$1,700,000,000 de la dette nationale de ce pays et pour l'intérêt de cette somme, quatre dollars sur cinq retournent aux contribuables canadiens. Pendant ce temps, notre population achetait et payait pour environ \$600,000,000 d'automobiles. Telle était la condition qui existait avec la prospérité qui régnait à la fin de l'année 1921 et c'était une position absolument solide et encourageante. Cela n'a pas duré. Le Gouvernement qui a commencé l'administration du pays dans cette condition, alors que les besoins de la guerre et tout ce qu'elle comportait diminuaient de jour en jour, aurait pu montrer aujourd'hui une belle réduction de notre dette nationale; il aurait dû pouvoir aussi indiquer une réduction de nos obligations envers les citoyens d'autres pays étrangers. Le contraire est arrivé. Nous devons davantage à l'étranger; notre dette nationale est plus forte que jamais; le Gouvernement a oublié et ignoré tous ses devoirs et ses obligations à ce sujet.

Il est vrai que dans l'Ouest canadien, les cultivateurs ont été gratifiés de la plus abondante récolte qui se soit jamais vue dans ces régions. La situation n'est pas la même dans toutes les parties du Canada. C'est là l'incontestable vérité toutefois en tant qu'il s'agit des trois provinces des prairies et aussi du Dominion en général. Cependant, il est bon de dire à mon avis — et il est à propos de le faire comprendre au Gouvernement actuel — que la situation du cultivateur pris individuellement dans l'Ouest canadien, après avoir joui d'une année d'administration du présent régime, est plus difficile, plus chargée de dettes et d'embarras qu'elle ne l'a jamais été au cours des quinze années dernières. Personne ne peut soulever le moindre doute à ce sujet. Le Gouvernement actuel proclame dans le discours du trône: "Tout va bien, mais il va sans dire que nous ne pouvons ramener la prospérité complète tant que se perpétuera en Europe cette ère de désordres, de bouleversements et de chaos. Cette dernière partie de cette phrase renferme une certaine dose de vérité. Moi aussi, je crois qu'il existe un rapport très direct entre le fait que le blé vaut à peine de 60 à 75 cents le boisseau dans les provinces des prairies et l'ère de chaos et de pénurie que traverse l'Europe à l'heure actuelle. L'un des éléments indispensables au